

Les crédits

politiciens qui refusent d'admettre que le montant des prestations sociales doit être couvert par l'impôt?

En quoi se préoccupent-ils de l'avenir du pays quand ils proposent de rester tout bêtement sur la voie de la ruine, sans jamais nous demander quelles conséquences cela va avoir pour le Canada? Quelle équité y a-t-il lorsqu'ils nous demandent de continuer de dépenser aveuglément, d'accroître la dette, de voir une part sans cesse croissante du Budget national dévorée par le service de la dette nationale, au point de menacer l'existence même des programmes sociaux qu'ils prétendent défendre?

• (1050)

Où est la compassion, l'équité, le souci du bien-être du Canada quand une telle politique est poursuivie? Où est l'honnêteté à laquelle les Canadiens sont en droit de s'attendre des députés des deux côtés de la Chambre?

M. Wappel: Combien de mensonges avez-vous racontés aux Canadiens?

M. Beatty: Il ne suffit pas de parler de la dette nationale; il est temps que les députés, des deux côtés, disent honnêtement ce qu'ils feraient pour remédier à ce problème. Les Canadiens ont l'esprit beaucoup plus pénétrant que les députés d'en face ne leur font l'honneur de le croire. Les Canadiens comprennent que ces députés ne peuvent contester toutes les mesures prises pour alléger le fardeau de la dette et proposer jour après jour à la Chambre des communes de grossir cette dette tout en disant, comme ils l'ont tous fait, que les initiatives prises dans ce domaine ne sont pas suffisantes.

Les Canadiens sont plus futés que cela. Ils ne se laisseront pas bernier.

Lorsque les députés de l'opposition laissent entendre que les Canadiens se détourneront des programmes sociaux, parce que les programmes visent à avantager ceux qui en ont le plus besoin ils font voir les Canadiens comme des gens mesquins qui ne se soucient pas du sort des nécessiteux. Cette opinion n'est pas réelle et elle est injuste envers les simples citoyens. Quiconque connaît l'histoire du Canada—quiconque parmi nous qui représentons les Canadiens à la Chambre des communes—reconnait sûrement que si une chose caractérise l'histoire du Canada, c'est bien la générosité de son peuple, le souci du mieux-être des personnes qui sont dans le besoin. Les députés d'en face, qui prétendent s'intéresser aux pauvres et aux vieillards, déforment la réalité et sont injustes envers tous les Canadiens quand ils laissent

entendre que si nous aidons surtout ceux qui en ont le plus besoin, cela suscitera une réaction mesquine chez les Canadiens.

J'invite tous les Canadiens qui suivent le débat à la télévision ou du haut de la tribune ainsi que les journalistes à bien observer ce que les députés de l'opposition font aujourd'hui. Quelle position adoptent-ils? Ils soutiennent que nous devrions verser des prestations égales à tous les citoyens et que le coût de ces prestations devrait être assumé par les mieux nantis de notre société. Le Nouveau Parti démocratique qui se faisait auparavant le porte-parole des simples Canadiens, qui prétendait se préoccuper du bien-être des plus nécessiteux, prend maintenant la défense des riches. Les néo-démocrates s'opposent au fait que ceux qui en ont les moyens rembourseront, par l'intermédiaire du régime fiscal, les prestations qui leur sont versées.

J'ai entre les mains les résultats d'un récent sondage qui montrent que 63 p. 100 des répondants appuient la décision du gouvernement de récupérer par l'impôt les prestations de sécurité de la vieillesse et d'allocations familiales versées aux contribuables à revenu élevé en les taxant davantage. Les deux tiers des Canadiens appuient le projet du gouvernement.

Mme Hunter: Il vous a coûté combien, ce sondage?

M. Beatty: Tous ces gens seraient-ils mesquins? Ignoraient-ils quelque chose que les députés de l'opposition savent? Ont-ils l'air de se montrer cruels ou indifférents à l'égard des pauvres gens riches qui devront rembourser leurs prestations?

Dans la deuxième partie de la motion que nous débattons aujourd'hui, on prétend que le budget facilitera les coups de main futurs contre les pensions de sécurité de vieillesse et les allocations familiales et contre d'autres programmes sociaux, y compris l'assurance-santé. Cette motion me rappelle les inquiétantes rumeurs qu'ont lancées nos adversaires pendant la dernière campagne électorale, eux qui alarmaient les personnes âgées, les malades et les pauvres en affirmant bien à tort que l'Accord de libre-échange menacerait leur bien-être.

Aujourd'hui, l'opposition nous sert un autre argument, mais son but est le même, elle veut alarmer les citoyens les moins en mesure de se défendre. Toute allégation comme quoi en demandant aux Canadiens fortunés d'assumer une plus large part du fardeau fiscal on amorce une attaque contre le Régime d'assurance-maladie est à la fois fausse et profondément injuste à l'égard des malades et des personnes âgées. C'est de la pure invention de